ASSEMBLÉE NATIONALE

14 mai 2021

CONFIANCE DANS L'INSTITUTION JUDICIAIRE - (N° 4146)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 842

présenté par
M. Aubert

ARTICLE 28

Supprimer les alinéas 20 et 21.

EXPOSÉ SOMMAIRE

En confiant au magistrat du siège de la cour présidant l'instance disciplinaire le filtrage des saisines de l'instance disciplinaire, cette mesure tend à affaiblir l'institution du Bâtonnier en tant qu'autorité locale de proximité garante des intérêts du justiciable auprès des juridictions.

Cette mesure est par ailleurs de nature à exposer le réclamant à un risque d'insécurité juridique et complexifie également la procédure placée sous une autorité judiciaire qui manque de moyens.

Il convient donc de conserver la procédure actuelle.